

Justice

«Sortez donc le hamster Kerviel de sa cage!»

Dernier jour au procès d'appel de l'ex-courtier de la Société Générale, dans une atmosphère de... malaises

Jean-Noël Cuénod Paris

«Devant vous, Jérôme Kerviel s'est représenté en hamster tournant dans sa roue lorsqu'il travaillait à la Société Générale. Depuis, le hamster a quitté sa roue mais maintenant, sortez-le de sa cage!» Me Benoît Pruvost - l'un des trois avocats de l'ancien courtier de la Société Générale - a conclu sa plaidoirie sur cette poignante évocation du muride bancaire, hier après-midi, au dernier jour du procès Kerviel à la Cour d'appel de Paris.

Si l'ex-trader n'est pas encore enfermé dans une cage, il risque tout de même de s'y retrouver. En effet, mercredi, l'avocat général Dominique Gaillardot a requis cinq ans de prison ferme contre Jérôme Kerviel en première instance, le courtier avait été condamné à trois ans de prison ferme et deux avec sursis.

L'accusation n'y est pas allée de main morte contre «Kerviel le hamster»: c'est lui - et lui seul - qui a trompé sa hiérarchie en prenant des positions extravagantes sur les marchés à terme, en lui envoyant de faux courriels destinés à masquer ses dépassements des limites d'engagement et en provoquant la perte de 4,91 milliards d'euros au préjudice de la banque. Bref, pour l'avocat général Gaillardot, Jérôme



Me Benoît Pruvost (à droite), l'un des trois avocats de Jérôme Kerviel, l'ancien courtier de la Société Générale, dans les couloirs de la Cour d'appel de Paris. REUTERS

Kerviel est «un pervers manipulateur». Rien que ça! Et les erreurs de contrôle interne ne sauraient l'exonérer de sa responsabilité pénale.

Devant ce rouleau compresseur, la défense s'y est prise à la fois d'une manière classique, à l'image de Me Pruvost - qui a su donner une touche humaine à ce dossier - et d'une façon agressive, à l'instar de Me David Koubbi, le principal avocat. Durant ce procès, Me Koubbi a souvent pris de haut la présidente Mireille Filippini, alors que cette conseillère à la Cour connaît ce genre de dossier sur le bout de son Code. Elle fut juge d'instruction au Pôle financier

durant de nombreuses années et n'est pas du tout disposée à recevoir des leçons dans ce domaine. D'où l'impression de malaise qui se dégage de ce curieux système de défense. De malaises au pluriel d'ailleurs. Au milieu de la plaidoirie de Me Koubbi, Jérôme Kerviel s'est levé d'un bond et a couru hors de la salle d'audience, surchauffée par la foule et la moiteur parisiennes. Victime d'une indisposition passagère, il a regagné le banc des accusés une demi-heure après, entouré d'amis dont la romancière Tristane Banon qui avait déposé une plainte contre DSK.

Dans sa plaidoirie, Me David Koubbi a accusé la Société Générale d'avoir manipulé Kerviel en le laissant prendre ses positions douteuses, puis de s'en être servi pour occulter les erreurs commises par la banque lors de la crise des subprime. Mais alors si la Société Générale connaissait les agissements de son courtier, pourquoi ce dernier a-t-il forgé des faux? Le défenseur élude en évoquant «une atmosphère de non-dit dans la banque» et plaide la relaxe (l'acquiescement) de son client. A-t-il convaincu la Cour d'appel? Réponse le 24 octobre, jour de la lecture du verdict.

L'orthodoxie économique allemande mise en péril

Les Deutschland Bonds, obligations communes aux Länder et à l'Etat fédéral allemand, annoncent-ils l'arrivée des eurobonds?

Angela Merkel a cédé dimanche dernier à la vieille revendication des Deutschland Bonds, obligations communes à la Fédération et aux Bundesländer. Derrière cette capitulation se cachent des objectifs politiques, puisque la chancelière allemande avait besoin des votes des Länder pour obtenir la majorité des deux tiers requise au

Bundesrat lors de la ratification du traité budgétaire européen.

C'est un «mauvais signal», commente le quotidien économique Handelsblatt: «La leçon de la crise est qu'il faut renforcer au contraire les mécanismes du marché.» Ces nouveaux instruments financiers permettront au contraire aux Länder de bénéficier pour leurs emprunts du triple A du Bund. Mais pourquoi revenir aujourd'hui sur ce dogme de l'orthodoxie économique allemande? L'Allemagne fédérale appliquait depuis sa création les principes au nom desquels elle

rejette aujourd'hui les eurobonds. Les Länder, autonomes financièrement, doivent en assumer les conséquences en se soumettant à la loi des marchés financiers qui déterminent le montant des taux d'intérêt de leurs emprunts, selon leur santé économique. Cotés de AAA à AA- chez Standard & Poor's, quand les titres à 10 ans du Bund sont à 1,5% d'intérêt, ceux du Bade-Wurtemberg/Bavière à 1,7% et ceux de Berlin/Rhénanie du Nord-Westphalie à 2,1%.

Les Deutschland Bonds vont réduire, grâce à la référence fédérale, les taux d'intérêt les plus élevés. Il

sera plus facile ensuite pour les Länder les moins économes de remplir les caisses publiques, au lieu de chercher à équilibrer leurs budgets. C'est exactement ce que l'Allemagne souhaite éviter avec les eurobonds, qui allégeraient la pression des marchés sur la Grèce, l'Italie ou l'Espagne, réduisant ainsi la contrainte à l'épargne et à la réduction de la dette.

Les Deutschland Bonds n'annoncent certes pas les eurobonds, mais montrent que la chancelière peut enfreindre chez elle les principes qu'elle prétend intangibles en Europe. Michel Verrier Berlin

Médias Ringier remanie sa direction et se réorganise

La direction de Ringier est à nouveau au complet autour de son directeur général, Marc Walder, nommé au début du mois d'avril pour succéder à Christian Unger à la tête de l'entreprise. Annabella Bassler dirigera les finances et Michael Voss la partie opérationnelle. Conforme à l'orientation stratégique, la nouvelle organisation du groupe Ringier reposera désormais sur quatre piliers fondamentaux: Ringier Publishing, Ringier Entertainment, Ringier Digital et Ringier Eastern Europe. ATS

Credit Suisse



Le cours de l'action Crédit Suisse se situe ces jours à ses plus bas niveaux depuis près de vingt ans. Le titre a continué à céder du terrain hier à la Bourse suisse, dans un marché lui-même dans le rouge. Le titre a ainsi momentanément touché dans l'après-midi le niveau de 16 fr. 35, un montant inédit depuis la fin de 1992. A la clôture, le titre se négociait à 16 fr. 58, soit une baisse de 3,27% par rapport à la veille. ATS

Place financière Des banquiers inquiets se mobilisent

Des banquiers, des gestionnaires de fortune, des avocats et autres experts s'inquiètent des attaques infligées à la place financière suisse. Ils ont fondé l'association Swiss Respect le 16 mai et ont présenté hier à Genève leurs préoccupations et revendications. Pour commencer, deux responsables de cette nouvelle organisation, Jean-Daniel Balet et Antoine Spillmann, déplorent «la résignation des autorités politiques face aux pressions étrangères». A leurs yeux, Berne met en danger la prospérité de la place financière. P.R.K

Le chiffre



En milliards, les pertes que pourrait avoir subies JP Morgan Chase à cause de ses paris sur les dérivés de crédit. Si ce montant se confirmait, il s'avérerait trois fois plus important que celui communiqué jusqu'ici par la banque américaine. Ces transactions étaient axées sur une stratégie de paris sur des dérivés de crédits adossés à de la dette d'entreprises européennes, stratégie que le PDG Jamie Dimon a depuis qualifiée de «stupide et mal conçue». On se demande pourquoi. ATS

Acheter mieux

Par Daniela Herrera *



Recycle-t-on bien le PET en Suisse?

Oui, sauf chez McDonald's! En Suisse pour le moins, dans certaines enseignes franchisées du clown rouge et jaune. Pourquoi les Helvètes, en bons donateurs de leçons qu'ils sont, n'ont-ils pas encore tenté de faire changer cela? Est-ce ainsi que le maître incontesté de la restauration rapide a l'intention d'éduquer la jeunesse?

Toutes les sorties d'écoles, les samedis et mercredis après-midi, hébergent des hordes d'ados que la faim tenaille ou qui ont soif de se rencontrer... Et nombreux sont les parents qui sauront gré à McDonald's de penser à offrir des jouets et à installer des parcs de jeux à l'intérieur des restaurants. C'est une enseigne qui se destine à la famille, une image ultracontrôlée qui ne devrait pouvoir souffrir de jeter aux ordures toutes les bouteilles en PET vendues.

Les fins stratèges de la communication qu'elle emploie n'y ont-ils pas déjà songé et donné instruction de faire trier systématiquement les déchets organiques et en papier? Cette chaîne, pourtant, vante son

«patriotisme» en vendant des frites faites à partir de pommes de terre locales et même des hamburgers à l'emmental!

Ce que la clientèle est en droit d'exiger, c'est que la politique commerciale de l'enseigne aille jusqu'au bout de sa démarche en contrôlant même ses

«C'est une enseigne qui devrait souffrir de jeter aux ordures les bouteilles en PET vendues»

restaurants franchisés. Qu'elle ne se contente pas de servir des tomates cerise et du Coca-Cola light. Qu'elle contribue réellement à la protection de l'environnement et au bien-être des familles dans le monde entier. Idéalement postsoixante-huitard après le sommet Rio + 20? Ou possibilité de se donner bonne conscience, même si une telle initiative est aussi empreinte de pure logique mercantile?...

* Journaliste Rubrique Economie

Argent Les marchés boursiers

INDICES			INDICE		
INDICE	CLÔTURE	VAR.*	INDICE	CLÔTURE	VAR.**
SPI	5551.89	-0.23%	Stoxx 50	2333.42	-0.59%
SMI	5986.85	-0.16%	Dow Jones	12602.26	-0.20%
CAC 40	3051.68	-0.37%	Nasdaq	2849.49	-0.90%
FT 100	5493.06	-0.56%	Nikkei	8874.11	+1.65%
Xetra DAX	6149.91	-1.27%	Shanghai comp.	2299.39	-0.95%
Euro Stoxx 50	2157.62	-0.37%	Bovespa	52652.25	-0.86%

*VAR = Variation par rapport à la veille

SMI (Swiss Market Index)

TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**	TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**
ABB Ltd N	15.02	+0.1	-3.11	Richemont P	50.50	-1.0	-8.3
Actelion N	38.14	-0.6	-7.9	Roche BJ	162.90	-0.1	+5.8
Adeco N	40.75	+0.4	-2.44	SGS N	1741.-	-0.4	+9.1
CS Group N	16.58	-3.3	-49.3	Swatch Group P	365.10	-1.3	-13.9
Geberit N	178.80	+0.8	-10.2	Swiss Re N	58.75	+0.1	+24.4
Givaudan	905.-	-0.1	+1.7	Swisscom N	381.30	+1.1	-1.1
Holcim N	50.10	-0.7	-21.0	Syngenta N	322.-	+1.8	+3.5
Julius Baer N	33.40	-1.0	-3.8	Transocean N	415.8	-0.2	-24.0
Nestlé N	55.95	+0.4	+7.1	UBS N	10.74	-2.8	-29.9
Novartis N	52.75	-0.1	+2.4	Zürich Ins. N	209.20	+0.2	-1.6

*VAR = Variation par rapport à la veille **VAR = Variation sur un an

Valeurs romandes importantes

TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**	TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**
Addex	8.02	+0.2	-27.1	Kudelski	7.25	-1.8	-44.2
Advanced Digital	10.90	+1.4	-47.0	Lem	475.-	-0.3	-18.0
Affichage	167.50	+0.1	+7.1	Logitech	10.10	-1.2	+7.2
BCGE	206.50	+0.2	-8.4	Pargesa	54.25	-1.6	-30.4
BCV	493.-	-0.8	-2.4	PubliGroupe	139.-	-0.1	-9.2
Bque E.Rothschild	18800.-	-11	-20.8	Romande Energie	1120.-	+0.9	-27.5
Bobst	25.-	-3.8	-20.6	Swissquote	26.10	-1.1	-42.0
Co. Fin. Tradition	59.45	-0.4	-45.0	Temenos	15.65	-0.9	-39.6
Aevis	25.-	-1.6	+37.7	Vaudoise Assur.	271.-	-0.8	-3.2
Groupe Minoteries	535.-	-41	+43.8	Vetropack	1665.-	-2.1	-7.0

*VAR = Variation par rapport à la veille **VAR = Variation sur un an

Métaux précieux

ACHAT CHF/KG	VENTE CHF/KG	ACHAT USD/OZ	VENTE USD/OZ
Or	48036.-	48536.-	1554.- 1554.80
Ag	813.80	828.80	26.42 26.47
Vrenel	276.-	309.-	

Pétrole

Mazout 100 l à 85° (prix indicatif)	CLÔTURE	PRÉC.
Mazout 100 l à 85° (prix indicatif)	97.7	96.9
Essence Litre (s/p 95)	1.77	1.77
Brent Brut en USD par baril	92.06	93.50

Devises

	ACHAT	VENTE
Euro	1.1760	1.2280
Dollar US	0.9240	0.9960
Livre Sterling	1.4470	1.5470
Dollar Canadien	0.9070	0.9690
100 Yens	1.1680	1.2500
100 Cour. suéd.	13.2200	14.1800
100 Cour. norvég.	15.4300	16.5700
100 Cour. dan.	15.6100	16.7900

Retrouvez la bourse en direct sur www.tdg.ch/bourse

FINANZ und WIRTSCHAFT